

Il y a plusieurs années, le Gouvernement a décidé qu'il était nécessaire de dissiper les doutes des Européens sur ces questions. En outre, la cause du Canada devait être présentée avec une force et une persévérance particulières parce que les Européens se préoccupaient naturellement avant tout de réaliser l'union intérieure. Nous devons nous montrer fermes, en même temps que polis pour obtenir leur attention. Nous devons exposer clairement, par exemple, que la Grande-Bretagne ayant adhéré à la CEE, au-delà de 40 pour cent de nos exportations à destination de la Grande-Bretagne, soit un commerce évalué à plus d'un milliard trois cents millions de dollars, se heurteraient à un accès plus difficile. Il nous fallait expliquer que nous ne nous objections pas à la décision britannique, qui était du seul ressort de la Grande-Bretagne; au contraire, nous nous réjouissions du succès de la CEE. Les parties à l'élargissement devaient toutefois comprendre que le fardeau de l'adaptation qu'assumait le Canada était plus lourd que celui imposé à tout autre pays étranger à la communauté élargie. D'autres questions se présentaient. Nous devons surtout modifier l'attitude que, pour diverses raisons, partageaient les pays de la CEE et selon laquelle l'importance qu'ils accordaient à leurs relations avec les Etats-Unis valait plus ou moins pour leurs relations avec le Canada.

Dans toutes ces démarches, nous avons obtenu un degré encourageant de succès. En juin, une mission composée de hauts fonctionnaires a eu des entretiens avec tous les pays membres de la CEE ainsi qu'avec la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Commission de la CEE. La Mission a constaté que les Européens reconnaissaient les répercussions particulières qu'allait avoir sur le Canada l'élargissement de la Communauté et accueillaient favorablement la réaction constructive et réaliste du Canada à l'égard de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE. En général, les Européens ont bien accueilli la proposition canadienne selon laquelle le Canada et la CEE devraient examiner l'évolution à longue échéance de leurs relations, y compris la possibilité de conclure un accord bilatéral selon le principe de la nation la plus favorisée entre le Canada et la Communauté élargie. On a procédé à des discussions fructueuses sur les répercussions qu'aurait la mise à jour des divers accords commerciaux et économiques bilatéraux auxquels le Canada est déjà partie avec des pays membres, mise à jour visant à tenir compte de l'élargissement de la Communauté et de son unité. Les Européens ont reçu l'assurance que l'objectif du Canada était de renforcer les relations bilatérales avec les pays membres de la Communauté par la création d'une structure appropriée qui ferait le pont entre le Canada et la CEE en tant que telle. La Mission a souligné que ce que projetait le Canada compléterait le GATT et les autres accords multilatéraux et ne viserait pas à les remplacer. On a aussi convenu que, vu que la Communauté n'était pas encore achevée, tout accord négocié dans les circonstances actuelles devrait être suffisamment souple pour se prêter à une modification éventuelle des pouvoirs de la Commission elle-même.

C'est en partie à cause des efforts prudents de ce genre que, lors de la tenue de la rencontre du sommet européen à l'automne, la question des relations de la CEE avec des pays ne faisant pas partie de la Communauté s'est trouvée inscrite à l'ordre du jour. En outre, parce que nous avons consacré beaucoup d'efforts pour préparer le terrain, les leaders européens ont déclaré dans le communiqué du sommet qu'ils souhaitaient "maintenir un dialogue constructif avec les Etats-Unis, le Japon et le Canada et les autres partenaires industrialisés de la Communauté, dans un esprit ouvert et selon le mode le plus approprié." Si le sommet avait été organisé, disons, il y a deux ans, je doute fort qu'il eût semblé naturel aux dirigeants des pays de la CEE de faire mention du Canada en même temps que des Etats-Unis et du Japon.

Je suis heureux d'affirmer que le dialogue constructif mentionné dans le communiqué du sommet se poursuit. Une délégation de hauts fonctionnaires de